

Conférence de presse annuelle

mardi, 25 avril 2006

Seul l'exposé prononcé fait foi

La Suisse dans la concurrence mondiale: de nombreux atouts

Patrick Odier, vice-président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

«De tous temps, les hommes se sont déplacés et ont commercé avec leurs voisins. Ainsi à travers les âges, des voies de communication ont sillonné l'immense continent eurasiatique, et peu à peu ces voies se sont réunies formant ce que nous appelons de nos jours les Routes de la Soie.»ⁱ

Ce n'est pas l'OMC qui nous rappelle ici que la mondialisation n'est ni un phénomène récent, ni le fruit d'un programme politique. C'est l'UNESCO, gardienne de la culture et du savoir, qui montre la permanence des migrations et des échanges commerciaux. Elle souligne leur impact sur le dialogue entre les cultures et la transmission du savoir et des idées.

Si la mondialisation des échanges n'est pas récente, son ampleur et son intensité sont aujourd'hui frappantes. Elles s'expliquent par le progrès considérable des techniques, des communications et des transports qui ont poussé à l'ouverture des marchés.

Pour de nombreuses entreprises, le monde est bel et bien devenu ce fameux «village global». Cela a des répercussions importantes sur notre économie :

- De nombreux marchés de services, biens ou capitaux se sont créés à l'échelon planétaire. La concurrence est plus vive, car le nombre d'acteurs est plus important. Rester à l'écart de ces marchés devient aujourd'hui impensable.
- Les technologies nouvelles permettent de mieux contrôler les processus de production et d'optimiser les coûts. La transparence des prix est accrue. Les prix suisses se mesurent à l'aune des progrès réalisés dans d'autres pays.
- Des gains de productivités considérables peuvent être réalisés grâce aux nouvelles technologies, notamment dans les services qui peuvent être offerts à grande distance.

La mondialisation est une chance

La mondialisation constitue-t-elle un risque pour notre pays? Toutes les enquêtes faites à ce jour montrent que tel n'est pas le cas. On peut faire quatre principaux constats:

1. le principal motif pour lequel une entreprise investit à l'étranger est sa volonté de conquérir de nouveaux marchés. Le cas typique est celui d'une entreprise florissante qui veut poursuivre son expansion, pas celui d'une entreprise menacée qui transfère sa production. Les entreprises qui investissent le plus à l'étranger ne diminuent pas de manière sensible leurs emplois en Suisse.
2. les principaux investisseurs à l'étranger sont aussi les plus grands exportateurs. Ils développent leurs sièges centraux (ou headquarters) en Suisse et produisent, ainsi, une forte valeur ajoutée dans notre économie. Dans la pharma par exemple, une de nos principales branches exportatrices, les emplois ont augmenté de 53% depuis 1990.

De plus, les entreprises exportatrices créent du travail pour d'autres entreprises suisses. La pharma génère ainsi directement 31'000 postes de travail et en crée indirectement 70'000 autres dans les entreprises de Suisse.

3. Il y a bien sûr des entreprises qui créent de l'emploi à l'étranger en supprimant des postes en Suisse. Ces cas suscitent en général un vif émoi. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt : cela constitue l'exception et non la règle.
4. Souvent des investissements à l'étranger permettent la création d'emplois à haute valeur ajoutée en Suisse. La pression existe en revanche sur les postes à bas niveau de formation, notamment dans l'industrie. Ce constat souligne la tertiarisation de l'économie. S'il est vrai que les emplois dans l'industrie suisse ont diminué de 130'000 unités entre 1994 et 2003; dans la même période le secteur des services a plus que compensé cette perte en créant 250'000 nouveaux postesⁱⁱ. Entre 1991 et 2000, le nombre de postes a par exemple augmenté de 25% dans la santé et de 21% dans les services aux entreprises.

L'économie suisse est à tous égards l'une des plus ouvertes de la planète. Cette ouverture ne cesse d'augmenter, en particulier depuis les années 1990. Et notre pays dispose de sérieux atouts pour s'imposer sur ce marché internationalisé. Notre économie exportatrice est très productive, compétitive, à forte valeur ajoutée, et elle assure une très forte présence sur les marchés mondiaux.

Quelques chiffres:

- La part du personnel à l'étranger est passé de 25% en 1998 à 50% en 2003.
- Nos entreprises occupent 1,8 millions de collaborateurs hors de Suisse.
- Les investissements directs à l'étranger des entreprises suisses ont crû à une vitesse impressionnante: 26% du PIB en 1988, 100% du PIB en 2004. Les investissements de nos entreprises hors de nos frontières représentent donc un montant équivalent à la performance économique annuelle de la Suisse, soit 455 milliards de francs en 2004ⁱⁱⁱ.
- D'une manière générale, les entreprises européennes sont bien positionnées dans l'économie mondiale ; sur les 50 grandes entreprises non-financières les plus internationalisées, 32 sont européennes, dont 3 suisses^{iv}.

- Nos PME aussi sont très actives au plan international : notre pays fait partie des 5 pays européens dont les PME sont le plus tournées vers l'exportation^v.

Les exportations de biens et services jouent un rôle moteur dans le regain de croissance que connaît la Suisse depuis deux ans. Le taux de croissance des exportations atteignait 8.9% en 2004, alors que la consommation intérieure ne progressait que de 1%^{vi}. La part des exportations ne cesse d'ailleurs d'augmenter: 35% du PIB en 1990, 46% en 2004^{vii}.

Et nous en bénéficions directement, puisque nos relations économiques avec l'étranger ont généré un solde positif de 62 milliards de francs en 2004^{viii}.

Rappelons aussi que la Suisse connaît le taux de chômage le plus faible d'Europe. Voilà qui contraste avec nos voisins: la France, l'Allemagne, l'Italie, des pays protectionnistes et dont les marchés de l'emploi sont peu flexibles. Ces pays accusent des taux de chômage très élevés, dramatiques même pour les plus jeunes^{ix}.

On le voit: l'ouverture de notre économie ne produit pas le désastre économique et social que prédisaient ses opposants, qu'ils soient issus du camp conservateur-nationaliste ou de celui des antimondialistes. La mondialisation n'est pas une menace, si les dirigeants d'entreprises sont à la fois responsables et sensibles aux enjeux sociaux. Dans ce cas, elle constitue le socle sur lequel la Suisse fonde sa bonne santé économique!

L'économie suisse n'est pas la seule bénéficiaire

L'économie en général et l'emploi ne sont pas seuls à bénéficier de la mondialisation. Les consommateurs tirent eux aussi de grands avantages d'une concurrence accrue et d'une grande transparence des coûts. Les 115 millions d'utilisateurs inscrits sur le site d'enchères en ligne ebay le savent, par exemple, très bien!

Notre horizon ne saurait toutefois se limiter à notre propre bien-être. Il faut bien admettre que tous n'ont pas encore eu la chance de tirer tous les avantages qui découlent de la mondialisation. Ce processus a néanmoins, au plan global, permis de diminuer considérablement la pauvreté. Le nombre de personnes disposant de moins d'un dollar par jour pour subsister est passé de 15,4% de la population mondiale en 1970 à 5,7% en 2000. Il y a 212 millions de personnes en moins dans la catégorie des plus pauvres, et ce malgré une augmentation de la population mondiale de 65%^x. Cette diminution est particulièrement marquée dans les pays d'Asie qui se sont le plus ouverts au commerce mondial.

On soulignera également que la pauvreté n'est pas une conséquence de la mondialisation, mais avant tout le résultat d'une mauvaise gouvernance. De plus, les pays concernés sont gangrenés par la bureaucratie, la corruption et l'instabilité.

La Suisse n'a pas à avoir mauvaise conscience des bénéfices qu'elle tire de la mondialisation, car ce processus offre de grandes opportunités à tous les peuples d'améliorer leur niveau de vie, d'atteindre un meilleur niveau de formation et d'accroître leur prospérité.

Conclusions pour la politique économique suisse

Quelles conclusions tirer de ces constats pour notre politique économique?

La Suisse est bien placée sur la scène internationale et la grande ouverture de notre économie nous réussit. Nous devons renforcer nos positions et prendre des mesures pour que ce pays reste un site économique et commercial hautement attractif.

Plus concrètement:

- Nous devons offrir des conditions très favorables pour la recherche et l'innovation. Nos entreprises et nos hautes écoles doivent rester à la pointe au niveau mondial. Nous devons, en particulier, veiller à ce que les procédures administratives, la fiscalité et la protection de la propriété intellectuelle assurent un cadre favorable à la recherche et à l'innovation.

- Nous devons également manifester un état d'esprit ouvert aux technologies nouvelles et non pas un repli peureux devant ce qui est innovant. Les sondages qui comparent l'état d'esprit des populations au niveau mondial sont inquiétants à cet égard^{xi}. Alors que notre pays est à la pointe mondiale en matière d'innovation, les Suisses témoignent d'un haut degré de méfiance vis-à-vis des technologies nouvelles. Il y a là un enjeu politique important.

- Notre pays doit développer un climat général favorable à l'esprit d'entreprise, au travail et à la rémunération du travail, des risques et des investissements. A cet égard, les sondages^{xii} sont plus rassurants car ils classent la Suisse parmi les pays qui pensent qu'il faut travailler pour réussir.

- La Suisse doit veiller à maintenir une fiscalité attractive qui favorise l'innovation tout comme la création et l'implantation d'entreprises.

- Nous devons abattre les barrières aux échanges en multipliant les accords commerciaux, multilatéraux et bilatéraux :

- Nous demandons une conclusion rapide et fructueuse des négociations du cycle de Doha sur les services. La Suisse doit adopter une attitude offensive et volontaire et quitter la posture défensive dans laquelle l'a poussée le délicat dossier agricole.

- Nous plaidons pour des accords de libre-échange avec des pays comme les USA, le Japon ou les pays BRIC^{xiii}.

- Nous plaidons également en faveur de relations bilatérales solides avec l'Union européenne. A cet égard, nous ne devons pas jouer avec le feu en remettant inutilement en cause le montant de 200 millions de francs par an sur 5 ans que nous nous étions engagés à verser aux nouveaux membres de l'UE, au titre d'aide à la cohésion. Ces versements devront être totalement compensés par des réductions d'autres dépenses de la Confédération, ainsi que le Conseil fédéral s'y est engagé.

- Nous soutenons aussi l'extension de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne aux produits agricoles.

- Nous devons également maintenir une grande flexibilité de notre marché du travail et favoriser la mobilité de la population, deux facteurs importants pour stimuler la création d'emplois.

- Enfin, il est capital que notre pays mise sur une formation de très haute qualité autant aux niveaux primaire et secondaire que dans la formation professionnelle et supérieure. Nous devons, par ailleurs, favoriser la formation continue et donner véritablement sens au concept d'apprentissage tout au long de la vie.

En conclusion, si elle a le courage de mener une politique économique ouverte, ambitieuse et dynamique plutôt qu'une politique de crainte et de repli, la Suisse pourra poursuivre longtemps encore sur la voie du succès.

Références

- i Cf. UNESCO : Histoire des routes de la soie http://www.unesco.org/culture/silkroads/html_fr/history.shtml
- ii Cf. Engler Monika: « Des investissements directs aux frais des salariés ? », *in*: La Vie économique, seco, Berne, 9-2005, pp. 9-12.
- iii Pour tous ces chiffres, cf. Credit suisse: la Suisse en mutation – les branches comme composante de la croissance. Economic briefing N° 41, Zurich, 2005.
- iv Cf. UNCTAD : World Investment Report 2005, Transnational Corporations and the Internationalization of R&D, New York et Genève, 2005
- v Avec le Liechtenstein, le Luxembourg, le Danemark et l'Autriche. Cf. Observatoire des PME européennes N°4: l'internationalisation des PME, 2003.
- vi Cf. Prévisions conjoncturelles d'octobre 2005 du Groupe d'experts de la Confédération, annexes p. 2, Evolution du PIB selon son affectation.
- vii Cf. Office fédéral de la statistique, Comptes nationaux, Produit intérieur brut selon son affectation.
- viii Solde de la balance des transactions courantes 2004: + 62,6 mia, qui se décompose comme suit : biens + 6.7 mia ; services + 26.9 mia ; revenu du travail et des capitaux + 36.5 mia ; transferts courants - 7.5 mia.
Cf. La Vie économique, 3-2006, Annexes (source : BNS).
- ix Taux de chômage en février-mars 2006 (source: eurostat, seco)
- | | Taux de chômage moyen | Chômage des moins de 25 ans |
|--------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Italie (déc. 2005) | 7.7 % | 24.4 % |
| France | 9.1 % | 21.6 % |
| Allemagne | 8.9 % | 16.3 % |
| Suisse | 3.6 % | 4.6 % |
- x Population mondiale en 1970 : 3,7 milliards de personnes ; en 2000 : 6,1 milliards.
Cf. Xavier Sala-i-Martin, « The world distribution of income : falling poverty and... convergence, period », Columbia University, New York, 2005
et ONU, Department of Economic and Social Affairs, Population Division www.unpopulation.org.
- xi Cf. World Values Survey , cf. Ronald Inglehart, Miguel Basañez, Jaime Diez-Medrano et al. (eds), Human belief and Values : a cross-cultural sourcebook, Mexico, Siglo XXI, 2004. (cf. annexe 1)
- xii Ibid., annexe 2
- xiii Brésil, Russie, Inde, Chine